

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 214

VENDREDI 3 FEVRIER 1950

Le numéro : 10 francs

Terreur
en Espagne

(VOIR PAGE 3)

Provocation atlantique

LA Grande-Bretagne et les U.S.A. ayant enfin réussi à se mettre d'accord au sujet du P.A.M., huit pays : le Danemark, la Norvège, la Hollande, la Belgique, la France, le Luxembourg, l'Italie et l'Angleterre vont recevoir des armes.

Il serait excessif de prétendre que la mise en route de l'aide militaire des Etats-Unis va brusquement enlever les rapports de ce pays avec l'U.R.S.S. Mais il serait dangereux de se dissimuler que ces déploiements belliqueux sont des menaces et qu'ils portent en eux le germe du conflit proche ou lointain.

Nous l'avons déjà dit maintes fois : l'armement de l'Europe n'a même pas l'excuse d'être une garantie, personne, à commencer par les stratèges eux-mêmes, ne se faisant d'illusions sur les possibilités de pouvoir contrebalancer, ici, la puissance militaire soviétique.

Le P.A.M. n'est, au fond, que le corollaire d'un argument juridique, le Pacte Atlantique, il n'est que l'expression transposée dans des faits de l'antagonisme du Kremlin et de la Maison-Blanche.

Que les nations occidentales soient virtuellement libres de transférer leur matériel de guerre où bon leur semble (Indochine), que la priorité de l'aide économique ait été reconnue, témoignent que la course aux armements, sur le territoire européen, n'est pas prise au sérieux, et pour cause !

Mais il n'en reste pas moins que l'engrenage est en route. L'U.R.S.S. ne pourra tolérer bien longtemps qu'autour d'elle se constitue un cercle hostile, même si ce cercle ne possède que des armes périmées. La provocation pourra être toujours invoquée, on trouvera toujours moyen de se poser en victime, il y aura toujours des Finlande ou des Pologne qui attaquent des Russes, des Allemands.

Chaque cargo qui jetera l'ancre à Cherbourg augmentera donc l'insécurité, la tension, la peur, et intensifiera la vraie course aux armements, celle qui se poursuit dans les laboratoires secrets de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis.

L'Europe est peut-être vouée à devenir le « baril de poudre », le prétexte...

Et les hommes d'Etat, qui ont volontairement placé les peuples dans un camp ou dans un autre, préparent, consciemment ou non, la troisième guerre.

Plus que jamais, notre position : ni pour l'Ouest, ni pour l'Est, mais pour la Révolution sociale, se justifie par les faits.

LIRE PAGE 4

Crise de l'Ajisme ?

REDACON-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière bande

L'AUGMENTATION DES TRANSPORTS A Billancourt LE GROUPE ANARCHISTE RENAULT donne l'exemple

(A 18 heures, au métro « Billancourt », le groupe anarchiste Renault a organisé une manifestation contre la hausse du métro, distribuant des tracts et groupant plusieurs centaines d'ouvriers. De nombreuses personnes passaient sans payer. D'ou incidents avec la police, bagarres, etc...)
« Franco-Tireur ».

Le gouvernement Bidault qui, depuis deux mois, ergote, tergiverse et fait traîner l'indispensable relèvement des salaires, a montré plus d'empressement à appliquer la dernière augmentation des transports qu'à accorder la prime de 3000 francs réclamée par les ouvriers. Lundi dernier, les usagers qui empruntent les trains de banlieue pour se rendre à leur travail, ont eu à subir une majoration de 40 %. Le ticket de métro à 20 francs au lieu de 15, la carte hebdomadaire à 105 francs au lieu de 75 francs, autant de « surprises » qui contribuèrent à surchauffer une atmosphère que la présence des flics de M. Jules Moch — transportés gratuitement, ceux-là — ne contribuait pas à apaiser.

Bottée et casquée, la police renforçait le contrôle aux portillons des stations. Les files d'usagers s'allongeaient, piétinaient, s'énervaient à la recherche de la monnaie d'appoint. Les réflexions aigres-douces s'échangeaient. Quelques incidents éclatèrent de-ci, de-là.

Le parti stalinien et la C.G.T., avaient convié leurs adhérents à se refuser de payer la « dime » supplémentaire. On peut se demander pourquoi cette protestation fut prévue pour le matin, alors que les travailleurs se rendent en ordre dispersé à leurs entreprises ? On peut se demander pourquoi ces organisations, qui ont d'autres moyens, avaient annoncé cette « action » à grand fracas dans leur presse, ce qui ne devait pas manquer d'attirer l'attention de M. Berthoin, flic numéro deux, et de son patron. Tout le monde sait, au contraire, que le soir, aux sorties des ateliers, les ouvriers se rendent en groupes à la plus proche station de métro, et qu'alors leur nombre peut leur permettre une action d'envergure ! Le caractère dispersé, morcelé de la manifestation stalinienne devait forcément la conduire à l'échec.

Dès 7 heures du matin, les « responsables de service » s'évertuèrent sans grand succès à « agiter » les maigres auditoires piétinant devant les guichets.

Le plus clair de cette action a consisté à rappeler les élus communistes au souvenir de leurs électeurs et à ceux du commissariat de l'arrondissement où ces Messieurs furent conduits et qui les

hébergèrent les quelques minutes nécessaires pour qu'un communiqué les cite : excellent aliment à la propagande des cellulaires du quartier !

A midi, tout était rentré dans l'ordre, et les manifestants à écharpes tricolores avaient regagné leur pénates « aurores » à la légende du « martyre ».

Nos camarades du groupe anarchiste des usines Renault avaient bien senti, eux, que pour que l'action soit efficace, il fallait qu'elle eut lieu au moment où les ouvriers sont susceptibles d'imposer le respect aux forces de police.

A 6 heures du soir, à l'heure où l'usine rejette sa population qui reflue vers l'unique bouche de métro qui dessert la station Billancourt, les militants du groupe d'usines, appuyés par ceux du groupe local, se rependirent dans la foule. Des milliers de tracts sont distribués. Un camarade, grimpé sur le pourtour du métro, harangue la foule sous l'œil des « motars » de la police qui n'osent pas intervenir. Un « commando » particulièrement décidé force le portillon. Une courte bagarre éclate. Notre orateur est arraché des mains de la police. De nombreux travailleurs voyageront gratuits. Sur toute la ligne Pont-de-Sèvres-Charenton, les voitures sont visitées, les tracts distribués. Des orateurs improvisés interviennent, donnant à cette manifestation son véritable sens, et cela sous l'œil impuissant des flics éparpillés dans les stations.

On peut regretter, d'une part, la carence de organisations syndicales de chez Renault qui n'avaient rien prévu et dont la passivité devant cette action a frisé le sabotage, et également, nous sommes bien obligés de le constater, l'extrême lassitude des travailleurs qui se rebutent devant l'action indispensable.

Nous savons bien la part de responsabilité qui en revient aux politiciens. Nous n'ignorons pas que leurs mensonges, leurs piroquettes ont écorché la population et que beaucoup ont vu dans la manifestation matinale de la C.G.T. une manœuvre politique à laquelle ils refusaient de s'associer.

Il n'en est pas moins vrai que la classe ouvrière, que les métallos, que les ouvriers de chez Renault en particulier nous avaient habitués en d'autres temps aux sursauts qui s'imposent.

Rien de pareil, lundi ! Et pourtant une poignée de copains a suffi à forcer le barrage de police. En bien ! pendant la bagarre qui s'en suivit, on a vu, devant des portillons ouverts et désertés par les employés, des centaines d'ouvriers attendre « bien sagement » que quelqu'un veuille bien faire des « trous » dans leur carte !!!

Le chômage qui grandit favorise les attaques patronales. L'effondrement du prestige des organisations syndicales favorise l'Etat.

La carence, l'apathie des travailleurs favoriseront forcément l'offensive que ses adversaires ne manqueront pas de déclencher contre elle.

Il est temps que la classe ouvrière se reprenne. Le dégoût ne doit pas être synonyme de découragement mais de révolte.

Les usagers vont payer leur transport plus cher. Si l'exemple des anarchistes des usines Renault avait été suivi, si la masse avait réagi avec la vigueur qui s'imposait, elle aurait rendu impossible une prochaine et nouvelle augmentation des transports.

On ne doit plus revoir les ouvriers courber la tête sous l'outrage. On ne doit plus revoir des salariés, comme l'employé du métro Billancourt, apporter leur concours à des opérations de police.

C'est dans l'action que doit se ressouder l'unité de combat contre le patron, contre le politicien, contre le jaune, contre le flic, contre l'Etat, pour une régénérescence du mouvement ouvrier.

R.-P. FROMENT
(Suite page 2, col. 2.)

M. JOYEUX

Un camp de concentration français

SOUS le titre : « Les responsables d'un camp de concentration marocain répondent de leur sévices », le journal *Ce Matin*, dans son numéro du 25 janvier, nous donne l'information suivante, dont je m'en voudrais de supprimer une ligne :

« Oudjda, 24 janvier.

« Le procès de huit responsables d'un camp de concentration, établi dans le Sud marocain et réservé (sic) aux réfugiés politiques de l'Europe centrale et aux républicains espagnols, vient de s'ouvrir.

« Le commandant Kieseke, inspecteur des camps de ce genre, a été interrogé sur le « régime gréviste » appliqué aux prisonniers incapables à travailler. Ceux-ci étaient abandonnés

par M. LEMAITRE

« sur des chantiers, dans des trous appelés « tombeaux », exposés à toutes les intempéries et recouverts seulement d'une couverture ; ils percevaient 200 grammes de pain par jour pour toute nourriture.

« Certains travailleurs ont fait jusqu'à soixante jours de « tombeau ».

« Le lieutenant-colonel Janin est interrogé à son tour sur le régime du camp que lui-même avait élaboré.

« Janin répond qu'il disposait de trop peu de forces pour garder le camp, d'où la nécessité de renforcer la discipline (sic).

« Pour sa défense, le lieutenant-colonel, commandant en chef des camps de concentration de Bour-Afa, a fait observer qu'il a porté la ration de pain quotidienne des hommes à 500 grammes. »

(Suite page 2, col. 5.)

Vœux officiels et conventions occultes

LA PRIME DE 3.000 FRANCS

par JEAN CLARI

AU Palais-Bourbon, depuis plus de deux mois on discute ferme autour de la fameuse prime de 3.000 fr. Journalistes, syndicalistes, économistes ont également exploité le sujet. Flots d'encre, flots de paroles. Enfin, en sa séance du 27 janvier, l'Assemblée a réussi à se mettre d'accord. A la quasi-unanimité elle a voté la proposition de résolution inspirée d'un texte de M. Augustin Laurent. Elle invite donc le gouvernement à accorder au mois de janvier à tous les salariés du secteur public comme à ceux du secteur privé dont le salaire en novembre a été inférieur à 20.000 fr., une prime de 3.000 fr.



Suivent d'autres dispositions concernant apprentis, familles nombreuses, etc., dont nous faisons grâce à nos lecteurs étant donné que si les députés se sont mis d'accord entre eux ils se sont mis également d'accord avec le gouvernement. En effet une proposition de résolution n'a pas force loi. Somme toute on a émis un vœu et M. Bidault affirmant à la tribune que le gouvernement a une « âme », promet qu'il s'inspirerait de la généreuse émotion qui venait de secouer tous les partis. Et de s'entendre avec une remarquable opportunité sur les difficultés économiques du moment, celles des producteurs agricoles, des charbonniers dont les charreaux sont encombrés, de l'électricité, de la S.N.C.F., etc... Ce qui signifie en clair que la « surproduction » ainsi que le chômage menacent. Une augmentation du pouvoir d'achat n'est donc nullement indiquée et lorsque personne ne pourra plus rien acheter la France sera sauvée. D'ailleurs, toujours d'après M. Bidault, le vote prochain et définitif des conventions collectives « apportera aux travailleurs la promesse que de libres discussions pourront remédier à certaines détresses... »

Voyez comme tout se complète harmonieusement. Augmenter les salaires ? Le gouvernement s'y refuse. Soucieux de la santé du franc, de l'équilibre budgétaire et de la guerre d'Indochine, inquiet d'une dépression économique certaine il se souvient brusquement qu'un libéralisme opportuniste est seul capable de faire régner la paix sociale. Aux patrons et aux ouvriers de s'entendre. M. Bidault a bien d'autres chats à fouetter. Et les patrons, représentés par les R.P.F., P.R.L. et Cie d'applaudir. Les conventions collectives dans un climat de 1936 sont choses dangereuses. A la Libération même, alors qu'une certaine unité, un certain élan unissaient les classes laborieuses elles auraient pu quelque peu diminuer les bénéfices scandaleux qui se sont perpétués jusqu'à aujourd'hui. Mais depuis, bien des événements ont totalement bouleversés la situation politique, sociale et économique. Après les trahisons des lamas syndicaux, les grèves politiques, les grèves tournantes, les mouvements divers pour des objectifs sans rapport avec les sacrifices consentis, après l'éclatement des centrales syndicales, le morcellement de la classe ouvrière en une infinité de groupuscules et par-dessus tout l'abattement moral des travailleurs que l'on a volontairement coupé de toutes ses sources révolutionnaires et abruti par des slogans patriotiques, on arrive à un moment où la libre discussion entre patrons et ouvriers tournera forcément à l'avantage des premiers. Et encore

(Suite page 2, col. 1.)

PARIS, Ville Lumière... LES PRIVILEGIÉS (1)

PARIS, je te salue ! Champs-Élysées, Obélisque, Etoile, Invalides, Tour Eiffel, Montmartre, les Boulevards, salut ! Jolies femmes et concours de beauté, haute couture, harmonie des couleurs et des formes, expositions, ventes de charité, vernisages. Art : musiciens, sculpteurs, peintres, écrivains, salut ! Paris, Ville-Lumière, je m'incline. Ton salon est fastueux, chatoyant, lumineux. Sa beauté me subjugue. Tous les artistes de l'univers s'y pressent, les palettes les plus prestigieuses, les architectes les plus grands y ont déposé leur talent, tous les poètes te chantent. Paris, tu possèdes le salon du monde.

par ERIC-ALBERT

Domage qu'il soit un peu étroit en regard des communs, débarras, coins obscurs, caves, offices et des vastes poubelles : Aubervilliers, Ivry, Clichy, St-Ouen, des terrains vagues, des venelles aux murailles étayées, des Bidonvilles.

En regard aussi de mon « appartement » et même de mon quartier où règne un entassement qui rappelle le métro entre 18 et 19 heures à « République ». Mais partons en promenade, voulez-vous ? Je vous ferai connaître un tas de gens, hommes, femmes, enfants, un tas de choses, pas toujours belles, mais vraies et nues, aussi inattendues parfois que des dessous crasseux chez une élégante du « Faubourg ».

D'abord, voici où j'habite : douze mètres carrés, un lit, un réchaud à gaz, une armoire, un lavabo. Le tout pour 26.632 francs par an, cinq mois de chauffage compris. Une affaire ! En face un mur en béton très solide. En bas, en guise de parterre une verrière opaque protégée par un treillage où pourrissent papiers froissés, boîtes vides et ordures diverses. Ce logement — au sens étroit du terme — fait des envieux, croyez-moi. Chaque jour des gens s'informent d'une vacance toujours possible. Pensez : un réchaud à gaz, un lavabo ! Et je suis bien content que le destin m'ait gratifié de cette chambre meublée dans un hôtel de la rue de l'Asile-Popincourt et où je suis chez moi — parfaitement ! — et à l'abri des intempéries et aussi du soleil.

Autour de moi les gens sont heureux. Mon voisin du dessus se saoule régulièrement, les autres vont au cinéma, font gueuler la radio, s'engueulent, enfin, font ce qu'ils peuvent. Crevette de temps en temps me rend visite et nous nous confions des secrets. C'est un petit garçon et un de mes grands amis. Il a 10 ans et en paraît sept.

Yeux noirs et vifs, frimousses en perpétuelle agitation. Il ignore l'usage du peigne et des pantoufles. Question d'économie sans doute. Ses parents habitent au premier, chambre n° 2. Sa mère travaille du matin au soir. Son patron est bon. Elle me l'a affirmé, comme elle affirme qu'il faut bien des riches pour faire travailler les pauvres. Son père, un brave homme est grand lecteur de « France-Soir ». Sportif avisé il connaît le poids et les qualités de tous les champions. Son violon d'Ingres : bouffer du Juif. Pendant la guerre, il fut résistant et grièvement blessé, ce qui lui vaut une belle situation de chauffeur aux honoraires de 47.000 fr. par mois.

A droite, à gauche, c'est la même chose, ou à peu près. Je vous le dis, tout le monde est heureux et même la concierge, qui est très gentille et se lamente souvent sur les difficultés financières... du propriétaire.

Mais qu'aiton « mon » hôtel. Voici la rue. Voici les rues. Voici la rue Popincourt, sœur aînée de la venelle où habitent les Crevettes, Eric-Albert et Cie.

(Suite page 2, col. 3.)



LES RÉFLEXES DU PASSANT



Le cadavre quotidien

avec un peu d'imagination... Qu'on en juge : A la « une », bien entendu, le dessin anatomique d'un homme ou d'une femme, les coupures, les débris humains.

Nous sommes depuis longtemps habitués à voir s'étaler en première page des grands journaux les malles sanglantes, les coupures homicides et autres morceaux de cadavre humains.

L'autre jour, la vertueuse « Humanité » a même reproduit une main de femme avec cette légende (je cite de mémoire) : Cette main a décapé un homme en petits morceaux.

Mais cela n'est encore rien. Un hebdomadaire très sérieux — c'est-à-dire hautement bénéfique — a trouvé mieux : il a reproduit les petits morceaux ! J'exagère sans doute, mais

LA PRIME de 3.000 fr.

(Suite de la première page)

n'avons-nous pas tenu compte du chômage qui frappe presque toutes les industries et qui placera les délégués ouvriers dans une situation difficile.

Ainsi apparaît en pleine lumière l'hypocrisie non seulement du gouvernement mais aussi de sa majorité. Mais cette volonté mal dissimulée de maintenir des privilèges exorbitants contre vents et marées et à la faveur d'un climat social amorphe se révèle absurde, inique autant que prompt à aggraver la conjonction. La hausse des transports si rapidement votée, l'augmentation des impôts vont avoir des répercussions immédiates et en fin de compte restreindre encore le pouvoir d'achat des masses, clé de voûte de l'économie tout entière.

Mais il s'agit aujourd'hui, d'abord, de faire échec aux travailleurs, d'accélérer leur retraite, de les bousculer et de rétablir les notions de patronat tout-puissant et de droit divin. Il s'agit aussi pour le grand patronat et pour l'Etat de s'ouvrir des marchés extérieurs où la concurrence ne peut être victorieuse que si elle a pour base les bas salaires.

Sous le couvert des conventions collectives, cette nouvelle duperie, le gouvernement suivi de sa majorité ont se retrouvent les « socialistes » gâtés de plus en plus rapidement vers une nouvelle forme de la réaction. Les répressions dirigées contre les grèves à caractère antilabouriste — transport de matériel de guerre pour l'Indochine, par exemple — l'abandon virtuel du blocage des salaires instauré pour éviter leur hausse au moment où le chômage et la division ouvrière ne peuvent qu'en favoriser l'étage illustrent parfaitement une volonté de régression sociale que toutes les promesses hypocrites des Bidault et Cie ne peuvent plus masquer.

AMIS DU « LIBERTAIRE »

Achetez le calendrier édité par S.I.A. (Texte espagnol ou texte français) au profit de toutes les victimes du fascisme, de la répression bourgeoise. 80 fr. franco C.C.P. R. Poulin 5561-76 Paris

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

LILLE. — Le groupe de Lille ouvre une souscription en début d'année, fait appel aux sympathisants. Réunions le mardi, à 20 h. 45. Adresse habituelle. Présence indispensable.

PARIS XV. — Le groupe se réunit les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois salle du P.S., 31, rue du Général-Berret (métro : Vaugrard).

PARIS-18. — GROUPE LOUISE MICHEL. — Réunion de tous les militants le mardi, à 20 h. 45. Adresse habituelle. Présence indispensable.

PARIS-19. (Groupe Bernier). — Le groupe, constitué en début d'année, fait appel aux sympathisants. Réunions le mardi, à 20 h. 45. Adresse habituelle. Présence indispensable.

BOUGIVAL ET ENVIRONS. — Tous les militants sont priés de communiquer leurs propositions pour l'ordre du jour du prochain Congrès National au secrétaire du groupe Libération, Cartes et Timbres 1950, à Vainy, qui transmettra.

Conférences - Débats

2^e REGION

PARIS-18. GROUPE LOUISE MICHEL. — Jeudi 9 février 1950, à 20 h. 45, 20 rue Léon (sous-sol de l'Olympic) méro Château-Rouge. Barbes ou Marcadet-Poissonniers : sujet : Le Rail dans la Révolution sociale. Orateur : Fernand Robert, cheminot. (Les camarades cheminots sont particulièrement invités.)

COLOMBES. — Le samedi 11 janvier, au café « Le Mistral », 2, rue Paul-Bert : Les anarchistes devant le Cartel de l'Unité syndicaliste, par le camarade Gatay.

la permanence, 5, quai Bousset d'Anglais, Bougival, de 19 h. 30 à 20 h. 30. C.R.

COURBEVOIE. 38, rue de Metz, réunion du groupe tous les 3^e jeudis de chaque mois. Les réunions sont ouvertes aux sympathisants.

LEVALLOIS. — Environs 17^e (groupe Durand). Réunion vendredi 3 février, 21 h. « Vieux Normand » (face métro Rome).

SAINT-DENIS. — Le secrétariat du groupe informe que la prochaine réunion du groupe aura lieu le mercredi 9 février, à 20 h. 30, 7, rue Janot, près le Théâtre municipal.

SECTEUR OUEST. — Les militants des groupes composant ce secteur sont invités à la réunion intergroupe qui aura lieu le dimanche 12 février, à 9 h. 30, salle du Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbusse, à Colombes.

BREST. — Groupe d'Etudes Sociales. Lors de la prochaine réunion de cette année, il fut décidé que la réunion régulière aurait lieu le premier dimanche de chaque mois pendant la période hivernale.

LYON GROUPE CENTRE. — Réunion du groupe le 4 février, à 20 h. 30, au Café Bon Accueil. Réservé aux militants. La permanence sera assurée le même jour aux heures habituelles, soit de 17 à 19 heures.

GRENOBLE. Le groupe libertaire se réunit tous les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois, à 20 h. 30 au Bar de l'Expo, 4, rue de Strasbourg, Grenoble. Pour toutes correspondances s'adresser chez le camarade Bessard R., 3, rue Bayard.

BORDEAUX. — Pour tous ce qui concerne le groupe on peut s'adresser tous les dimanches de 9 à 10 heures au Service de Libération, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande n° 42.

MARSEILLE CENTRE. — Réunion tous les lundis à 19 heures très précises. De 19 à 19 h. 45. Administration, de 19 h. 45 à 20 h. 30. Discussion sur les points du Congrès National de 1950. Libération. Permanence tous les lundis à 19 heures.

PARIS, Ville Lumière...

(Suite de la première page)

Au numéro 55, arrêtons-nous. Un porche. A gauche, une épicerie. A droite, un bistrot. En face, un bistrot. A dix mètres, un bistrot. Au coin, un bistrot. Extraordinaire ce qu'il peut y avoir comme bistrots ! Et je n'ai compté que ceux qui, du numéro 55, sont visibles ! Passons et entrons. Poubelles, comme de juste. Odeur indéfinissable, dominée cependant par des relents d'égout et de bouffées de pipi de chat. Obscurité, bien entendu. Escalier à gauche, premier étage, au fond du couloir, Entrons.

M. et Mme Samplé, jeune ménage. Leur bébé. Une amie recueillie et son garçonnet de treize ans. Cinq personnes. Une pièce de 16 mètres carrés (surface corrigée), « loyer scientifique » 6.000 francs. Une cuisine-placard. La mère a une poubelle. Les vases, fréquemment obstrués, quelque part dans le couloir. Les rideaux, les murs, les meubles, le plancher, tout est moite, luisant de minuscules gouttelettes. De vrais arcs-en-ciel ! Un peu humide. M. Samplé ! L'enfant est malade. La mère a une santé chancelante. La père tousse. Ses ressources : 18.000 francs par mois en qualité de soudeur, plus 2.400 pour l'enfant (S. S.). Le soir, on déballe les lits-cages. Et on n'indemnisé pas ces gens-là ? Non ! Au contraire ! Le vous l'ai dit : 6.000 francs de loyer.

Dans la cour, en face, une bâtisse à sur 20 locataires, 18 n'ont pas d'eau. On fait la lessive sur le palier. Encore heureux... Sortons. Juste à côté de l'épicerie, une ruelle tellement étroite que les voitures n'y passent jamais. Il y fait sombre en plein jour. A l'abri des accidents de la circulation, une nombreuse marmaille s'y ébat. Les parents sont tranquilles. La rue Popincourt a son « parc d'enfants ». Voici le « Chemin-Vert » et puis l'impassée. Marcés. Un instant j'hésite : cette maison sise au numéro 2 bis me fait très bonne impression. La cour est propre. La façade lisse. Mais du linge pend à une fenêtre. Tiens ! Il serait peut-être instructif d'apprendre comment on y fait la lessive. Allons-y. Troisième et dernier étage : palier de 3 mètres carrés. Baissons-nous. Là aussi, amoncelée sur une corde mal tendue, une lessive de chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

« Y a trop d'étrangers en France... » — Et les Juifs, alors... Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, qui débouche on ne sait où. Décidément, j'en ai assez du 11^e. Voyons le 3^e. Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quatrième étage. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre d'un mètre carré donnant sur un puitsard perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits-cages, comme ailleurs, débarrassés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'élever. La lumière est obligatoire toute l'année. Tout le monde souffre de migraine incoercible. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudius Petit, si vous venez un peu ici avec votre règle à calcul ?... Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistante sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dériso

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

Terreur en Espagne Congrès anarchiste international

LES autorités phalangistes sont en train de préparer, à Barcelone, un procès contre 27 résistants antifascistes, accusés d'activités contre le régime, la plupart desquels sont des militants libertaires.

Le tribunal chargé de ce procès, sous le nom de « chargé de la répression du terrorisme », est celui qui se trouve à la Casa de Reclut n° 37, sis à la Rambla de Sta Monica n° 37. Le juge instructeur, le nommé Luis Pumarola Alai, colonel d'infanterie, est connu par son activité de nombreux exécutions dans la région catalane.

Dans ce procès sont inclus : Jorge Pons, Pedro Adrover, Domingo Ibars Junior, José Perez Pedrero, Eusebio

Montes Boscós, Manuel Guerrero, José Corral, Miguel García García, Miguel Rodríguez, Manuel Fornells, José ou Juan Pinol de Manresa, Ramon Loscos Vinas, Agustín For, Camilo Castells, Juan Mut, Emilio Bravo, José Freixas, Gumbau, un coiffeur de Manresa nommé Lopez, Pura Vilanueva, Antonia Sabarot et Justina Gonzalez.

Ont été arrêtés et inclus dans le même procès plusieurs docteurs parmi lesquels : Mariano Torralba Gomez, Castells et le renommé et bien connu chirurgien Joaquín Trias Pujol, accusés d'avoir assisté des résistants blessés par les forces fascistes et de ne pas les avoir dénoncés.

Le nommé Ramon Loscos Vinas fut arrêté le 3 novembre avec sa femme et un jeune neveu âgé de 9 ans, lequel resta plusieurs jours enfermé dans les cachots du commissariat de police de Barcelone et fut interrogé par Eduardo Quintela Boveda lui-même, chef de la Brigade politico-social.

Comme d'habitude, les accusations les plus absurdes sont accumulées sur les détenus.

NOUVELLES CONDAMNATIONS A MORT A BARCELONE

En plus de José Lopez Penedo, ont été condamnés à mort à Barcelone : Manuel Sabat Llopart, Saturnino Culebras et Juan Busquets, tous trois militants libertaires de la résistance. Ils sont actuellement à la Modelo de Barcelone.

Le régime franquiste a employé, avec le cas de notre camarade José Sancho Garcia, un nouveau procédé consistant à exécuter les sentences dans les 72 heures, afin d'éviter les interventions étrangères et présenter les faits accomplis.

PREUVES DE LA TERREUR A LAQUELLE EST SOUMIS LE PEUPLE ESPAGNOL

Le 21 octobre, à 19 heures, la police franquiste assassina impunément deux citoyens dans la rue Vila y Vila, au coin de la rue Fonrodona. Les policiers déchargèrent leurs armes jusqu'à ce que les promeneurs tombèrent gravement blessés et leur donnèrent ensuite le coup de grâce. Les deux personnes assassinées n'étaient pas armées. La police défendit que personne s'approche des cadavres, en attendant l'arrivée de l'ambulance qui emporta les deux corps. La presse a passé ce fait sous silence.

Le 24 décembre fut arrêté à Concentina, province de Alicante, l'ancien et

actif militant libertaire Ramon Jorda, qui était très apprécié par toute la population ouvrière de Concentina et Alcoy, où il était très connu.

La mère de ce camarade, âgée de 70 ans et qui, comme son fils, était très bien considérée dans cette région, douloureusement impressionnée par les mauvais traitements et tortures auxquels était et continue d'être — soumis son fils, mourut au troisième jour de l'arrestation de celui-ci.

Un voisin de Concentina qui, pendant quelque temps, cacha chez lui le camarade Jorda, fut convoqué par la Garde Civile. Connaissant les moyens employés par les bourreaux de Franco, il préféra mettre fin à ses jours en se jetant sous un train, qui le déchaîna affreusement.

Ces détails montrent avec éloquence l'atmosphère de terreur qui se respire en Espagne et l'esprit de la résistance espagnole.

Le camarade Ramon Jorda est susceptible d'être condamné au cours d'un procès très sommaire.

La plupart des accusés du procès de Barcelone ont comme défenseurs des avocats nommés d'office.

Secrétariat d'Information de la C.N.T. d'Espagne en exil.

TOULOUSE, le 27 janvier 1950.

NOTE. — A l'instant nous recevons la nouvelle que le docteur Joaquín Trias Pujol a été mis en liberté provisoire le 18 janvier ; il est possible que son cas soit disjoint du procès général.

Congrès anarchiste international

Position vis-à-vis de la guerre

Dès avant la déclaration de la 2^e guerre mondiale, nos groupes et nos fédérations les plus actifs furent victimes de telles persécutions (emprisonnements, camps de concentration, etc.), que les anarchistes furent dans l'impossibilité, lors de la déclaration de guerre, d'entreprendre une action concertée de grande envergure.

Cherchant à éviter la prison ou la mort, ou cherchant à précipiter la chute des pouvoirs oppresseurs, plusieurs anarchistes furent conduits à participer de façon active ou passive à la guerre. Quelques-uns continuèrent même, après le conflit, à soutenir les démocraties sous prétexte que la tâche primordiale était la reconstruction de la société.

Le Congrès Anarchiste International, tout en préconisant la résistance humaine et multiple contre la guerre sous toutes ses formes, pour créer des possibilités plus fructueuses dans l'avenir, attire l'attention des militants et des organisations anarchistes sur l'intérêt qu'il y aurait, dès le temps de paix, à étudier le problème de la non-participation à la guerre, et à prendre, tant à l'échelle de l'individu qu'à celle du groupe, des dispositions concrètes en vue d'une telle éventualité.

Parmi les mesures de lutte contre la guerre qui méritent l'attention des anarchistes, on peut citer la grève générale, le sabotage, l'insoumission, certaines formes de l'objection de conscience, etc.

Les anarchistes doivent éviter toute confusion et se déclarer contre toute guerre, même si elle prétend être une lutte démocratique contre le totalitarisme. Ce qui ne les empêche pas, dans le cas d'un conflit, de continuer leur lutte autonome, sans compromis, par des méthodes libertaires contre toute forme d'oppression.

Position vis-à-vis de l'O.N.U., des mouvements des Etats-Unis d'Europe, Fédération Européenne, etc...

Les anarchistes dénoncent le mythe d'une paix universelle qui reposerait sur une prétendue union entre les Etats.



INTERNATIONALE
ANARCHISTE

Moyens et méthodes pour développer dans le monde nos conceptions fédéralistes et autonomes

Il est fondamental pour nous autres, anarchistes, de porter notre lutte pour la liberté et la justice dans tous les domaines où nous pouvons arracher une possibilité d'action aux puissances autoritaires, et cela nous le faisons en diffusant autour de nous notre volonté permanente de lutte et de fraternité qui ouvre le chemin à la révolution sociale.

Les moyens que nous employons pour développer nos conceptions fédéralistes sont multiples, toutefois c'est la lutte sociale qui nous permet au maximum de révéler les consciences actives qui luttent pour la liberté.

Convaincus qu'il n'est pas possible de réaliser par les voies du réformisme les types nouveaux de la société libertaire de demain dans le cadre de la vieille société, nous nous efforçons de marcher avec le peuple vers la révolution sociale et pour cela nous nous attaquons de front aux problèmes aigus nés de l'exploitation et de la domination, luttant dans le peuple et avec le peuple afin d'intensifier et de polariser ses tentatives de libération. Nous l'invitons au combat contre toutes les formes d'oppression et nous l'accompagnons résolument dans ce combat. Là est l'essentiel, le reste, l'éducation libre par l'école, les coopératives, les communautés, etc., sont des activités complémentaires qui, moyennant la présence anarchiste, peuvent renforcer notre rayonnement, mais elles ne sont pas, elles ne peuvent pas être l'essentiel de notre action fondamentale étant donné que les possibilités de ces moyens de propagande sont étroitement limitées et contrôlées par des autorités toujours vigilantes.

Extrait de « Freedom »,
du 24 décembre 1949.
traduit par :
MORVAN.

Au Japon

LA "HEIMIN SIMBUN" EN DIFFICULTÉ

HIROSHIMA. — L'organe hebdomadaire de la Fédération Anarchiste Japonaise, la « Heimin Simbun », a dû cesser de paraître. Le contrôle financier suivi de déflation et d'inflation, la politique générale gouvernementale, ont provoqué un surcroît de misère parmi le peuple déjà accablé d'impôts.

Il y a actuellement au Japon plus d'un million de chômeurs parmi lesquels tous nos plus actifs camarades. Partout les ouvriers révolutionnaires furent les premiers débauchés. C'est à cause de cela que la « Heimin Simbun », le « Journal du Peuple », qui vivait pour le peuple et par le peuple, a cessé de paraître.

Toutefois le comité de la J.A.F. a décidé de faire revivre le journal à Hiroshima où le camarade T. Kurihara et sa compagne Sadoko (les lecteurs du Lib se souviennent certainement de leurs émouvants articles sur Hiroshima) ont trouvé de meilleures conditions pour l'impression. Le camarade Kubo de Tokio les rejoindra. (Kubo est un spécialiste des questions françaises).

TOKIO. — Dans le journal « Gouvernement Mondial », organe des étudiants, nous remarquons que nos jeunes camarades anarchistes occupent régulièrement une grande page et y défendent nos positions traditionnelles.

OKAYAMA. — Le comité de la J.A.F. réuni à Okayama a décidé de faire un très gros effort de propagande afin de faire vivre la « Heimin Simbun ».

LA FINANCE INTERNATIONALE AU SECOURS DE FRANCO

UNE REPUBLIQUE « DEMOCRATIQUE » VA-T-ELLE SUCCEDER A FRANCO ?

Nous apprenons du journal « C.N.T. » de Paris, la nouvelle suivante : « Une agence d'information nous annonce que le dictateur espagnol aurait conçu le plan suivant de démocratisation de l'Espagne en 5 points :

1. Elections libres en vue de la désignation d'un président de la République espagnole pour une période de 5 à 10 ans.
2. Elaboration d'une nouvelle Constitution qui envisagerait deux Chambres, l'une élue au suffrage universel, l'autre composée (comme le Sénat), des représentants de l'Eglise, de l'Armée, etc...

3. Réforme de l'organisation syndicale actuelle : au lieu de « verticale », elle laisserait plus de place à la base.
4. Liberté de presse, de réunion et d'association.
5. Amnistie générale accordée à tous les condamnés politiques, à l'exception de ceux qui ont « les mains tachées de sang ».

Le seul candidat à la présidence de la République, élu à la manière américaine (c'est-à-dire au suffrage universel, et non comme notre président par les Chambres), serait évidemment Franco.

Nous remarquons que ces bruits coïncident avec la déclaration de M. Dean Acheson, ministre des Affaires Etrangères des U.S.A., selon laquelle la politique des Etats-Unis vis-à-vis de Franco doit être révisée et qu'un ambassadeur américain pourrait être envoyé en Espagne.

Ainsi qu'avec la possibilité d'une « Union régionale » latine : hispano-italo-portugaise, union pouvant d'ailleurs être étendue à la France et aux Etats d'Amérique latine (Argentine, surtout).

Mais nous savons que les peuples ne sont pas dupes de cette sinistre farce et qu'ils apprécieront à leur juste valeur les soi-disantes réformes des régimes fascistes.

« L'empire stalinien lui-même aide l'Espagne à vivre. Nous pouvons avancer — sans crainte — au contraire — que Tchèque, Polonais, Hongrois, achètent à l'Espagne des pyrites et du liège, et Moscou, des tissus de coton, des lainages, du mercure et du plomb. Staline n'est pas seulement acheteur, il vend à l'Espagne fasciste les matières premières de l'U.R.S.S. « démocratique » : son charbon, son coton et son essence. Avec les satellites, Madrid traite directement... »

(Le Monde, 4-1-49.)

La « Chase National Bank » est prête à consentir un nouveau prêt de 20 millions de dollars à Franco. Voici la déclaration du secrétaire d'Etat M. Dean Acheson à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américain :

« 1. On ne voit aucune possibilité d'un autre gouvernement que le gouvernement actuel.
2. La position intérieure du présent régime est solide, car il jouit de l'appui de beaucoup de ceux qui, tout en préférant peu-être une autre forme de gouvernement ou un autre chef d'Etat, craignent les désordres d'une guerre civile qui suivrait un renversement du régime.

3. L'Espagne fait partie de l'Europe occidentale, et elle ne devrait pas être privée en permanence de relations normales avec elle. »
Autre argument des capitalistes Américains : Nous faisons bien du commerce avec les pays à dictature bolchevique alors pourquoi ne pas en faire avec la dictature franquiste ? D'autant que l'U.R.S.S. ne s'en prive pas, elle.

La révolte des paysans en Italie

DEPUIS les premières prises de possession des terres par les paysans en Sicile et en Italie du Sud, en 1946, le mouvement expropriateur n'a cessé de croître et s'est étendu maintenant jusqu'à la Vallée du Po dans le Nord. Régulièrement depuis la fin de la guerre Punique en 264 — 146 avant J.-C. — les paysans ont envahi les terres après chaque guerre et l'agitation actuelle n'est que le point culminant d'une série de mouvements sporadiques de prise de possession des terres qui sont apparus depuis la dernière guerre.

Commencé en 1945, sur une petite échelle, le mouvement a rencontré de résistance chez les propriétaires qu'en 1948, grâce à la complicité d'un gouvernement s'appuyant sur la victoire des Démocrates-Chrétiens. Et les expulsions commencèrent. Il faut remarquer que ces expulsions furent appliquées aux terres qu'un décret gouvernemental attribuait aux paysans (mais que les paysans, en fait, s'étaient appropriées eux-mêmes). Les expulsions auraient pu continuer, mais ils provoquèrent un courant d'agitation grandissante parmi les terriens.

Un journaliste du « New Statesman », décrit ainsi les événements de Messine, où la police assailla 13 paysans devant être expulsés et fit usage de ses armes. Il y eut trois victimes : « Un groupe de paysans travaillait la terre à Fragaia un dimanche après-midi, quand ils aperçurent au loin la police qui approchait. Ils étaient environ 150 hommes et femmes, quelques-unes d'entre elles portant leurs bébés et leurs plus jeunes enfants. Ils dirent qu'ils ne craignaient pas la police, parce qu'ils pensaient que n'importe qui devait être content de voir cette terre, stérile depuis plus de dix ans, rafraîchir et régénérée sous l'action de la charrue. La police venant à eux, leur cria : « Déposer les armes ! » Comme ils n'avaient aucune arme, ils restèrent en place. Très tard, cette nuit-là, ils ramassèrent leurs morts et leurs blessés. »

Ce journaliste fit une enquête approfondie et déclara mensonger la version officielle, selon laquelle, les paysans étaient armés et utilisaient des grenades contre leurs agresseurs. Rendant visite à des blessés, à l'hôpital, il constata que ceux-ci avaient été atteints par des projectiles tirés dans le dos, tandis qu'ils s'enfuyaient en courant. En attendant, six paysans, arrêtés par cette bande armée de la police, sont encore en prison pour supplément d'enquête. Aucune sanction, d'aucune sorte, ne fut prise contre la police.

Durant la dernière semaine de novembre, Caligione, au Sud-Est de la Sicile, devint le théâtre d'importantes prises de possession des

terres. Ce pays est celui du fameux ministre italien de l'intérieur, qui ordonna à la police de chasser les paysans par les armes, des terres qu'ils occupaient. Le premier incident violent dont on eut connaissance fut celui qui eut lieu entre 250 policiers et autant de paysans qui construisaient déjà leurs cabanes, là où ils s'étaient fixés.

Finalement, les paysans furent chassés.

Près de Catane, les paysans jouèrent à cache-cache avec la police, se cachant lorsque celle-ci apparaissait, reprenant possession des terres quand elle avait disparu.

A Rome, le 6 décembre, les paysans, aux alentours de cette ville, s'emparèrent des terres et l'ensemençèrent aussitôt. L'un d'eux déclara à un correspondant de presse : « Pour moi, il n'est pas question de politique. C'est une question plus simple que cela, il s'agit d'avoir de quoi se remplir le ventre ». Un autre paysan, exprima les sentiments de tous ses semblables : « J'ai semé mon grain et j'ai bien l'intention d'en moissonner la récolte. Si la police veut me tirer de là, elle m'en tirera mort ».

A Celveteri, où domine le prince Ruspoli, tous les tracteurs ont été amenés pour labourer les terres, de façon à éviter d'autres occupations. Le « News Chronicle » nous apprend que les propriétaires, commencent à cultiver de plus grandes surfaces pour essayer d'entraîner ces vastes mouvements d'occupation. C'est pour eux, le seul moyen de défense. D'énormes sommes (qu'ils jurèrent ne pas posséder) ont été dépensées par eux pour labourer et ensemençer des terres demeurées en friche.

La police patrouille dans la campagne pour prévenir les émeutes et le reporter du « Daily Telegraph », est scandalisé du fait que les propriétés des plus grandes familles italiennes aient été envahies !

A Laterza, 3.000 paysans occupèrent 7 fermes puis quittèrent les lieux après avoir clamé leurs désirs. Ils portaient des panneaux avec ces inscriptions : « Nous avons combattu et la terre doit nous appartenir ».

Près de Bari, la police a tiré sur une foule de plusieurs milliers d'ouvriers de ferme dont 8 furent blessés.

La plus grande zone d'agitation se situe à 20 ou 30 km. autour de la capitale ou une partie des terres occupées appartient aux grands domaines de l'aristocratie romaine, parmi celle-ci les familles Torlonia et Ruspoli.

Les communistes ont joué leur rôle habituel en essayant de prendre leur part dans les mécontente-

ments populaires et tant les autorités que la presse ont voulu attribuer le soulèvement des paysans à leur agitation. Ainsi que pour d'autres mouvements populaires comme celui des squatters en Angleterre, ils ont fourni aux autorités les justifications leur permettant de prendre des contre-mesures qui n'eussent pas été possibles autrement. Dans leurs mouvements, les paysans ne sont pas, ainsi que voudraient le faire croire les autorités à Rome, « conduits par les agents du Kremlin », mais par la faim et le désespoir qui les mènent rudement et parce que la seule perspective qui s'offre à eux est la mort lente. Ainsi que le faisait remarquer un quotidien italien de droite : « Il est faux de croire que tous ces gens sont des communistes ; ils sentent qu'ils ont atteint la limite de la résistance ».

Extrait de « Freedom »,
du 24 décembre 1949.
traduit par :
MORVAN.

A travers le Monde

ROUMANIE

Une vaste opération anti-maquis est en cours. La troupe et la milice cernent les zones montagneuses coupant le ravitaillement des nouveaux « résistants » et nettoient les foyers accessibles. Mais dans les républiques populaires, il ne peut exister de résistance organisée aussi la troupe et la milice sont mises en place sous le prétexte d'un entraînement de ski et alpinisme.

LITHUANIE

Bilan des déportations en Sibirie septentrionale et en Sibirie : 160.000 Lithuaniens, tirés des prisons et déportés. 320.000 Lithuaniens déportés « en masse » les 14-17 juin (40.000) ; septembre 1945, 16 février 1946, mai 1948 (100.000, dont 70 % de femmes, enfants, vieillards) ; 24-27 mars 1949, juin 1949.

TCHECOSLOVAQUIE

Taisez-vous, méfiez-vous des oreilles Marshallisées vous écoutent. Extrait du « Rude Pravo », organe du P.C. : « Les ouvriers doivent être particulièrement discrets en ce qui concerne la pénurie actuelle de matériel, les produits défectueux, la nature des stocks... » etc... Sans commentaires, bien entendu.

TUNISIE

Le 5 janvier des forces de gendarmerie encerclent le domaine de Bordj Sedria où les ouvriers en grève avaient organisé des piquets de grève. Les parlementaires des travailleurs furent reçus à coups de fusil : 1 mort, 8 blessés.

INDOCHINE

Les vieux militants qui ont connu le renégat Ho Chi Minh à l'époque où il militait avec les anarchistes de la Seine et collaborait à la rédaction du « Libérateur » (aux environs de la première guerre mondiale) sont priés de prendre contact avec le secrétaire aux Relations Internationales.

AFRIQUE NOIRE

COTE D'IVOIRE. — 40 personnes détenues arbitrairement depuis plusieurs mois.

HAUTE-VOLTA. — Plus de trois cents détenus politiques enfermés au bagne de Bobe-Diolasou.

DÉFENSE DE L'HOMME

Vendredi 17 février

Palais de la Mutualité
Grande Salle, à 20 h. 30

Grand meeting pour
L'OBJECTION
DE CONSCIENCE

avec différents orateurs des mouvements pacifistes dont

A. LAPEYRE et FONTAINE
de la F. A.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant,
19, r. du Croissant, Paris-2.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.). Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (60 fr.). — C. Olivan (en espagnol) : Le Romancero de la Libertad, 90 fr. (105 fr.). — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.). — Marcel Rioutard : Un Jour viendra, 135 fr. (150 fr.). — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.). — Christian Gall : L'Air de loin, 200 fr. (230 fr.).

RELIGION ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité,

40 fr. (50 fr.). — J. Cottureau : Le Complot cléricale, 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et l'Etat, 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et l'Etat, 120 fr. (150 fr.). La Cité sans Dieu, 75 fr. (105 fr.). — S. Faure : Les Douze Preuves de l'Inexistence de Dieu, 15 fr. (25 fr.). La Fausse Rédemption, 15 fr. (25 fr.). Le Dieu que je ne crois pas, 4 fr. (9 fr.). L'Imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.). Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.). L'Eglise a menti, 50 fr. (80 fr.). La Naissance et la Mort des Dieux, 50 fr. (80 fr.). — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 12 fr. (17 fr.). Il vendit Jésus-Christ, 25 fr. (35 fr.). — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.). Les Laïques de la Religion, 30 fr. (40 fr.). La Cruauté de l'Eglise, 30 fr. (40 fr.). — Mussolini : L'Homme et la Divinité, 30 fr. (45 fr.). — A. Loriot : Les Jésuites, 30 fr.

SERVICE DE LIBRAIRIE

(40 fr.) ; L'Eglise contre les Travailleurs, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Limitation des Naissances, 50 fr. (80 fr.). Les Secrets des Jésuites, 30 fr. (45 fr.). Lourdes, 20 fr. (30 fr.). Les Crimes de l'Inquisition, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Guerre, 100 fr. (130 fr.). L'Eglise et l'Amour, 100 fr. (130 fr.). La Bible Comique, 200 fr. (245 fr.). La Vie Comique de Jésus, 200 fr. (245 fr.). Histoire des Papes, 200 fr. (245 fr.). La Vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.). Un Mois chez les Curés, 200 fr. (230 fr.). Pour ou Contre la Franc-Maçonnerie, 50 fr. (65 fr.). La Libre Pensée au Micro, 60 fr. (90 fr.). La Vérité sur la « Vierge de Boulogne », 12 fr. (17 fr.). — Abecassis : La Honte des Siècles, 150 fr. (180 fr.). —

V. Vergnaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.). — L. Fraterreto : Les Progrès du Clericalisme, 20 fr. (30 fr.). Sottises et Erreurs du Catéchisme, 40 fr. (55 fr.). — Deux Zeiten : La Tyrannie Clericale, 20 fr. (30 fr.). — E. Herriot : La Vie de Michel Servet, 20 fr. (30 fr.). — G. W. Foote : Histoire des Vierges Mères, 50 fr. (65 fr.). — P. Langevin : La libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.). — Moutier-Roussel : Le Christ a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.). — A. Fica : La question juive, 20 fr. (30 fr.). — Lesigne : L'Irreligion de la Science, 165 fr. (195 fr.). — Abbé Rasi-bus : Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 fr.). — D. Diderot : La Religieuse, 150 fr.

(195 fr.). — P.J. Proudhon : Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. (45 fr.). Dieu c'est le Mal, 30 fr. (40 fr.). — Voltaire : Ecraisons l'Infâme, 125 fr. (155 fr.). — XX. : Les Livres secrets des Confesseurs, 400 fr. (445 fr.). — M. Boll : Pourquoi y a-t-il encore des croyants, 15 fr. (25 fr.). — Deux Spéhl : La Création, 60 fr. (90 fr.). Lourdes et la suggestion, 60 fr. (90 fr.). — Abbé Turmel : La Bible expliquée, 125 fr. (155 fr.). Le Suaire de Turin, 60 fr. (90 fr.). Les Religions, 125 fr. (155 fr.). — J. Marestan : L'Impudicité religieuse, 100 fr. (130 fr.). — Abbé J. Claraz : La Faillite des Religions, 150 fr. (180 fr.). Le mariage des prêtres, 160 fr. (190 fr.). — Cetre-moy : Religion et Sexualisme, 125 fr. (155 fr.). — Chamilly : Lettres d'Amour d'une Religieuse, 100 fr. (130 fr.). — J. Bossu : Histoire des Borghia, 100 fr. (130 fr.).

L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.). Le Christ légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.). Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.). — Fredonnet : La malfaisance du célibat chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hobe-y : Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hériot : L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.). — Lucien Le-foyer : La Vie de Jésus, 60 fr. (75 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOUJIN Robert, 145, rue de Vauvry, Paris (XV), C.C.P. 5561-76.

Vers l'émancipation des chefs

LES travailleurs de l'automobile se sont réunis « dans la glorieuse maison des métallos », nous dit l'*Huma* du 30 janvier. Premier gargarisme à l'usage des fiévreux du parti.

Voyez la suite : « Des ouvriers, des ingénieurs, sont venus à la tribune dire la misère des travailleurs. Quelle chaleur dans les acclamations quand Blynov, président de la Fédération des travailleurs de l'automobile de l'U.R.S.S., a proclamé les succès de la construction sociale et la volonté de paix de l'U.R.S.S. Les bénéfices des magnats de l'automobile attei-

par René GUY

gnent, pour 1948 et 49, 33 milliards, soit 400.000 francs par travailleur. Ce qui justifie les revendications : octroi d'une prime de 3.000 francs chaque mois à partir du 1^{er} décembre 49, aucun salaire inférieur à 20.000 francs par mois, soit 115 francs de l'heure au manoeuvre (et même dans ce cas, il ne retrouvera pas son pouvoir d'achat de 1938, pour cela il faudrait que le manoeuvre ait un salaire horaire de 170 francs !). L'industrie française a augmenté sa production de 50 % avec seulement 9 % en plus de travail-leurs. Ce développement n'a pu être atteint qu'avec une aggravation cons-tante des conditions de travail des salariés. »

Ainsi, ces messieurs Costes, Croizat et Cie applaudissent les succès de la construction russe, obtenue — ils le savent bien — par un système d'exploita-tion, d'esclavage poussé au maximum, où fleurissent les inégalités, et la misère la plus splendide. Ils ont été et sont encore les promoteurs les plus acharnés de l'application de ce système en France. Aujourd'hui, ils protestent contre l'augmentation de la production, obtenue sur le dos du prolétariat. On n'est pas plus jésuite. Si les conditions de travail ont été aggravées, le parti commu-niste et la C.G.T. y ont leur large part. On ne voit pas pourquoi, au surplus, les succès de la production française ne sont pas à vanter au même titre que ceux de l'U.R.S.S.

On nous annonce des bénéfices scandaleux de 400.000 francs par travail-leur, mais on se contente de ne réclamer que 3.000 francs par mois, soit 36.000 par an. On en vient ensuite à un salaire mensuel de 20.000, après avoir traité les anarchistes de démagogues, quand ils le réclamaient. Après quoi on avoue que, de toutes façons, on reste en dessous du pouvoir d'achat de 1938 ! Puis, comme si ce n'était pas suffisant, on nous apprend que les ingénieurs viennent protester contre la misère des travailleurs. Un comble ! Nous ne les voyons pas nombreux, ces ingénieurs, encore que nous en sachions certains près de nous.

Au sortir de cette « conférence de l'automobile », les métallos peuvent retrouver leurs manches : ce qui les attend, ce sont encore des salaires basés sur un rendement accéléré, des normes plus serrées, l'éventail hiérarchique plus ouvert. C'est l'abusivisme à outrance, menant à l'esclavage total.

Travaillez, braves métallos, pour sauver l'honneur de votre classe, offrir des bénéfices au capitalisme, des sinécures à vos « chefs aimés ».

Et des voitures de quatre millions à ceux qui exploitent votre passivité.

Revue de la Presse syndicale

Matérialisme sordide

Le Rassemblement ouvrier (organe de la C.S.I. et du R.P.F. réunis) simplifie à l'extrême, en phrases lapidaires, les problèmes du gouvernement et de la condition ouvrière. Pour le premier : Faites confiance à Charles de Gaulle, l'honora-bilité indéfectible de la personne, excluant tout détail, tout commentaire, et asso-ciation capital-travail pour le deuxième. Cette dernière formule, véritable panacée magique et bénéfique, devant selon les augures gaullistes résorber le chô-mage, accroître la productivité, suppri-mer l'exploitation de l'homme et abolir le salariat.

« Contrairement à ce qu'on croit, le salaire n'est pas ce qui est le plus important dans la vie d'un ouvrier... » et il ajoute que le personnel souhai-tait en général une direction juste et éclairée, qui fût capable de s'intéres-ser non seulement aux questions de salaires, mais aussi — et surtout — aux problèmes que posent la vie intérieure de l'entreprise et la participation de chacun à son activité, à son rende-ment, à son rayonnement. C'est cela l'association, qui doit, à ce titre, con-tribuer pour des raisons nobles et désintéressées (ce qui n'exclut nullement les avantages matériels) à la prospé-rité de l'entreprise.

Dans un régime d'association, l'amélioration des conditions du tra-vail est tout naturellement une préoc-cupation constante de tous, direction, cadres et travailleurs salariés.

Chacun, d'autre part, trouve ainsi dans son travail des satisfactions effec-tives, que le salariat banal ne lui pro-cure pas.

Nous vous le disions : tout est prévu. En effet qui pourrait encore prétendre, après lecture de ce document écrasant, que l'ouvrier se soucie de son salaire ? Personne évidemment ! Il y a bien quel-ques grèves, quelques remous, mais ils sont inspirés par des séparatistes déma-gogues et inconscients, basement accro-chés à ces sordides matérialités : salaire et pouvoir d'achat.

Il va sans dire que généraux et dé-putés ne sont nullement visés par le R.O. Car eux, à l'encontre des « ouvriers mé-diocres » comme disait Theeten, font preuve d'une vigueur toute particulière et opifère pour l'augmentation de leurs émoluments.

Dévaluation

Dans la *Vie Ouvrière* (C.G.T.), Mau-rice avec un enthousiasme et un dévoue-ment dignes d'éloges, consacre son arti-cle à l'anniversaire du pantin de la rue Lafayette. G. Monmousseau.

Ce n'est pas faire preuve de flatte-rie de déclarer : la fortune de la Vie Ouvrière, ce sont les articles de Gaston Monmousseau.

N'est-il pas vrai que, parmi les arti-cles de la V. O., ce sont ceux de Gaston Monmousseau que les centai-nes de milliers de lecteurs lisent en premier lieu chaque semaine ?

Si la Vie Ouvrière est aujourd'hui

le grand journal que nous aimons tous, nous le devons, avant tout, à Gaston Monmousseau.

C'est lui qui a été et qui reste le principal artisan de cette arme pré-cieuse qu'est la Vie Ouvrière dans notre monde ouvrier.

Maurice fait bien de nous prévenir. Malveillant celui qui trouverait la flat-terie et bassesse, employés volontiers par le sexagénaire lui-même à l'égard de ses supérieurs hiérarchiques et maîtres dont il n'a cessé de vanter les « hautes qualités ». Mais tout de même, les Leriche, Dufrique, Hénaff et autres ont dû se sentir diminués.

Unité d'action ?

A. Lafond, dans *Force Ouvrière*, se lance en une violente diatribe contre le patronat et le gouvernement, qu'il accuse d'être les complices du Kominform.

Nous accusons en bloc les patrons, petits et gros, dont l'égoïsme sacré a précipité la hausse des prix. Nous les accusons de ne consentir que des sa-laires ridicules, de réduire la produc-tion plutôt que les profits. Nous les accusons de préparer la réaction so-ciale pour sauver leurs privilèges.

Les complices premiers, les agents permanents du Kominform, c'est vous ! Les fossoyeurs du régime, c'est vous ! Quand vous n'êtes pas lâches, vous êtes imbéciles. Si vous n'existiez Mos-cou vous créeriez, car sans vous le Kominform n'aurait pas de raison d'être.

Nous accusons les ministres en bloc. Ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui. Ceux d'hier qui n'ont pas su préparer les réformes sociales profon-des, qui ont mis en place, partout, les éléments de désagrégation et de cor-ruption. Ceux qui ont laissé rétablir la loi du profit individuel et ceux qui s'y soumettent.

Cette position n'est pas originale. Elle est celle, en partie, du R.P.F., et fut amorcée déjà par A. Viot dans le même journal, à propos du lock-out de chez Bessonneau. Comme Lafond, celui-ci pro-pose au patronat consent (sic), au gouvernement et à toutes les forces non stalinistes de faire bloc contre le com-munisme. Front commun dans lequel les réformistes, à l'image de leurs confrères d'outre-Atlantique, s'assureraient cer-tains avantages. Ce qui n'est d'ailleurs pas prouvé. Dans cette lutte, les motifs de l'action communisme ne sont pas analysés sérieusement : guerre d'Indochi-ne, guerre mondiale en gestation et fai-blesse du pouvoir d'achat des travail-leurs. Et c'est précisément de là que pourrait être lancée une contre-offensive à l'exploitation, par les stalinistes, des revendications du prolétariat français.

Le travail c'est la liberté

L'organe Travail et Liberté, indépen-dant comme il se doit, dont l'inspiration chartiste n'échappera pas à nos lecteurs, publie sous la signature de R. Moutar-dier :

Si les ouvriers voient leurs condi-tions d'existence s'améliorer en raison directe de leur effort de production, s'ils voient leurs gains s'accroître d'une participation obligatoire aux bé-néfices, au lieu de voir ceux-ci monter tandis que leurs salaires restent blo-qués, ils n'ont aucune raison de se mettre en grève.

Il est même facile alors aux orga-nisations syndicales libres de leur mon-trer que l'action syndicale se traduit par des avantages appréciables obte-nus sur le terrain professionnel et qu'ils n'ont nul intérêt à se laisser entraîner à des grèves politiques.

Mais cette raison ouvrière ne suf-fira pas, si tandis que les prix s'élè-vent on refuse tout rajustement de sa-

C. N. T.

Centre Confédéral de formation syndicaliste

24 h. 30. Salle G. 10, rue Lancry, Paris-10^e, métro République. Le Syndicalisme dans la vie sociale. Jeudi 28 février même adresse : « Les conventions collectives ».

Voilà ce que dit la constitution de notre 4^e République, qu'on signe, avec d'autres : Charles Tillon, Maurice Tho-rez, Marcel Paul, A. Croizat, F. Billoux, L. Casanova.

Aujourd'hui, ces mêmes hommes pro-testent contre cette réglementation qu'ils ont acceptée. Ils l'ont même dé-sirée, en ce mois d'octobre 1946, où ils étaient vice-président du Conseil, mi-nistre du Travail, ministre de l'Arme-ment, etc., car ils espéraient bien pou-voir s'en servir, pour établir sur notre dos le régime du knout, du travail for-cé et des « camps de redressement ». Souvenez-vous : il fallait « produire d'abord, revendiquer ensuite. Ceux qui, comme nous, voulaient les 40 heures et la compression de la hiérarchie, étaient des vendus. La grève était un horreur, un acte de sabotage, un crime de lèse-patrie.

Les temps sont changés, la grève est redevenue l'arme spécifique du proléta-riat. Ces Messieurs la provoquent et l'imposent à propos de tout et de rien. La salade continue. On mêle la politi-que aux revendications ouvrières, men-tant ainsi les salariés à l'immanquable défaite, de propos délibéré. On les livre pieds et poings liés à la répression. Qu'est-ce que ça peut faire, puisqu'il s'agit de remettre au pouvoir les petits copains qui en crèvent d'envie, puisqu'il

laires aux travailleurs, s'ils ont l'im-pression d'être les éléments dupés, les éternels exploités et si de plus on laisse en même temps manoeuvrer librement les agitateurs professionnels.

Il se développera alors inéluctable-ment, dans les entreprises, une atmos-phère de lutte de classes, extrême-ment favorable à l'éclatement de grè-ves politiques généralisées.

La « raison ouvrière » suppose autre chose que cette perspective de collaborer avec le patronat, de solliciter une part minime de ses bénéfices. Nous croyons même fermement que dans un climat de « détente sociale » et une aisance rela-tive (les États nordiques par exemple), il y aura toujours des travailleurs, des révolutionnaires, combattant pour leur libération définitive. En deux mots, pra-tiquant la lutte de classes, raison d'être du syndicalisme.

A. PICARD.

Crise de l'Ajisme ?

ON a beaucoup parlé de crise de l'ajisme, mais les études partielles publiées par *Combat*, *Franc-Tireur* et *Force Ouvrière*, nous ont demandé d'éclairer l'opinion publique sur ce sujet.

ESSAIS D'ETATISATION

Nous avons déjà entretenu nos lec-teurs sur le projet Morice, visant la cons-titution d'une Fédération française des Auberges de Jeunesse (F.F.A.J.), dont le but avoué est de réaliser l'unité ajiste, de remédier à la pluralité des mouve-ments d'auberges de jeunesse, qui crée une confusion très obscure chez le pro-fane, et distribuer les subventions de l'Etat pour les A.J. (La définition juridi-que de la F.F.A.J. a été publiée dans le *Journal officiel* des 28 et 29 juin 1949.)

Toute autre est la volonté qui anime les représentants de l'Etat. La F.F.A.J. s'inscrit dans une série de tentatives pour canaliser, juguler, contrôler et as-servir les mouvements de jeunesse en général et l'ajisme laïque en particulier. Déjà en avril 1947, l'U.F.A.J. (1), orga-nisme de technocrates d'obédience stali-nienne, prenait l'initiative d'une Fonda-tion des Auberges de Jeunesse, dans laquelle ses représentants et leurs steli-tes assureraient la majeure partie des fautes.

Cette Fondation n'a pas rencontré l'écho qu'elle espérait, et échouait pra-tiquement devant la pression et la lutte sé-vère que lui mena le M.L.A.J. Pourtant, des cartes étaient mises en circulation, grâce à l'appui tant matériel qu'effectif, que lui prodiguait l'U.F.A.J. la L.F.A.J. (2), l'U.J.R.F. et le C.L.A.J. Auvergnat (3). Malgré le prix peu élevé de ses cartes, qui auraient pu concurrencer la propagande du M.L.A.J., la Fonda-tion n'en a pas pour autant progressé, et, mis à part quelques rares groupes d'usagers, elle ne peut prétendre avoir pénétré chez les jeunes travailleurs ou parmi les étudiants. Les technocrates ont prouvé leur incapacité de prospecteurs et de techniciens. Il leur manquait simple-ment le principal : une base dynamique sans laquelle rien ne saurait être fait de solide et durable.

Pourtant, cette Fondation ne satisfai-sait pas le gouvernement. D'une part, parce qu'elle ne progressait pas, et d'autre part, parce qu'il n'y comptait qu'un seul de ses représentants, M. Becart. Et il amorçait un peu plus tard un projet de Confédération française des Auberges de jeunesse qui devait avorter dans l'œuf devant l'opposition des usagers laïques et des techniciens qui considéraient avec hostilité cette concurrence déloyale qui leur supprimait des avantages acquis péniblement.

Morice ne s'avoue pas vaincu et re-passe à l'attaque, proposant, après con-sultation de différents personnalités s'occupant de l'ajisme, un projet de Fé-dération française des Auberges de Je-neunesse, beaucoup plus nuancé que les précédents.

« Tout homme peut défendre ses droits et ses inté-rêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. »

s'agit de retrouver l'audience des mas-ses, qu'on ne se console pas d'avoir perdue. Tous les moyens sont bons pour tenter de les reprendre en main, afin de les mieux bernier une fois de plus, afin de les mieux trahir à nouveau.

La C.G.T. lance donc ses grèves tour-

quel nombre elle pourrait tabler en cas de conflit avec l'U.R.S.S.

Cette division croissante, ce fossé qui se creuse fait l'affaire du patronat. Lequel, bien qu'ayant des préférences, se moque un peu de la forme du régime. Car il s'en tire toujours, du moment

par Fernand ROBERT

nantes sur le mot d'ordre : contre la « sale guerre » d'Indochine. C'est une quasi-réussite, parce que le monde ou-vrier, dans sa généralité, est instinctive-ment contre toutes les guerres, particu-lièrement celles dont le but est le maintien des colonies dans le servage. Le peuple ne conçoit pas que la France refuse aux autres cette liberté qu'elle revendique pour elle-même. Il sait trop bien quels intérêts se cachent derrière ces combats. C'est pourquoi les grèves « pour la paix en Indochine » peuvent être populaires.

Mais dès qu'il s'agit d'empêcher le débarquement du matériel américain, rien ne va plus. Et Tillon subit, à Cher-bourg, une « conduite de Grenoble », sous les huées des dockers. C'est qu'une partie du prolétariat est déjà sous l'em-pire de la psychose de guerre. Si celle d'Indochine est une « sale guerre », cet adjectif lui semble signifier qu'il en est de bonnes, dans l'esprit de ceux qui propagent ce slogan. La répétition jour-nalière de ces deux mots dans les co-lonnes de l'*Huma* a fini par exciter sa méfiance. Il cherche qu'elle peut, ou pourrait être, cette « bonne » guerre.

C'est évidemment celle qui serait mée par, ou pour, l'U.R.S.S. Autre af-faire. Le nombre de ceux qui se refusent au stakanovisme augmente sensi-blement. Ce matériel américain pourrait être d'un bon secours contre les nou-veaux profiteurs. Car nous en sommes là : le prolétariat a pris parti, il est divisé en deux camps. La guerre froide est déjà au sein de la classe ouvrière. Et on débarrasse les armes, avec le va-geur espoir de n'avoir pas à s'en servir.

Il faut noter que les travailleurs en ont marre de toutes ces grèves qui se soldent par des échecs. D'autre part, elles sont des coups de sonde lancés par la C.G.T.-P.C., qui cherche à savoir sur

qu'il y a un gouvernement, c'est-à-dire des hommes à acheter.

A la faveur de ces mouvements puant la politique, le gouvernement peut pré-tendre vouloir réglementer le droit de grève, comme l'y autorise la constitu-tion. Nous allons avoir de nouvelles lois sclérotées.

L'offensive part des deux fronts à la

Fausse coopératives ???

La question des Coopés intéresse particulièrement les syndicalistes. Aussi devons-nous rester vigilants et dénon-cier aussi bien ceux qui se couvrent du nom de « coopératives » à des fins de profit personnel, que les adversaires de ce système QUI EST ET DOIT RESTER UNE ARME REVOLUTIONNAIRE.

Depuis un certain temps, le « com-merce honnête », comme il se désigne modestement, attaque violemment les « fausses coopératives ». Voyons, d'abord, ce que ces Messieurs du S.N. du Commerce des Vins en Gros appe-lent ainsi (Bulletin août 1949, page 257) : « Les « véritables coopératives » de « consommation, régies par la loi du 7 mai 1947, sont, comme toutes les « autres entreprises, soumises à la pa-tente, à l'impôt sur les B.I.C., aux « taxes sur le chiffre d'affaires. »

« Les « fausses coopératives », ce « sont des groupements de consumma-teurs qui prennent des noms divers : « coopératives, cantines, économes, « etc., et qui fonctionnent, soit à « côté, soit même au sein d'une admi-nistration ou d'une entreprise. »

Nous remarquons déjà que les VRAIES ne sont, en somme, que des commerçants, puisqu'elles sont sou-mises aux B.I.C. (bénéfices industriels et commerciaux). Les FAUSSES repré-

sentent pour nous la base d'avenir de la distribution : Groupement de consom-mateurs. Il s'agit d'une confusion vol-ontaire de la part des auteurs, la coo-pérative ne pouvant être commerçante, tout comme le syndicat ne peut être patronal, étant tous deux d'essence révolutionnaire. Dans cet article, suit un ensemble de mesures susceptibles de sauver les commerçants, face à ces « formes anormales » de distribution, et, en premier lieu, faire interdire nos « Coopés », avec détail de la procédure de mouchardage allant de la pression sur l'Inspecteur du Travail à la plainte au Parquet par ministre d'appoint ; mise à l'index des fabricants acceptant de nous livrer.

Constitué au début de l'année « Fé-déral » à tenu, le 17 octobre, une réunion, salle Wagram. Qu'est-ce que « Fédéral » ? Un rassemblement des divers organismes de défense com-merciale, s'engageant à respecter les cir-cuits normaux et traditionnels du com-merce et à en écarter les « braconniers du commerce » (sic).

Parmi les interventions de cette séance, nous relevons le nom de M. Gimbere, et un exposé très perli-geux de M. Benaerts, du Conseil Na-tional du Commerce (extrait du Bulletin du Commerce en Gros des Vins) :

« La prolifération des organismes « paracommerciaux lui apparaît comme « le premier pas vers une collectivisa-tion de la distribution. La campagne « entreprise par les commerçants n'est « donc qu'un aspect de la lutte beau-coup plus grave engagée entre le « libéralisme et le collectivisme... »

« Comme il serait difficile de les sup-« primer (les commerçants) brutale-« ment on cherche à les affaiblir pro-« gressivement. »

« D'autre part, l'expérience prouve « que les revendications ouvrières ne « sont en rien atténuées par l'existence « des coopératives. »

Un ordre du jour, voté à l'unanimité, prend l'engagement de lutter jusqu'à la disparition complète des coopératives, « organismes parasitaires constituant une violation flagrante des principes démocratiques inscrits dans notre Con-stitution » (?).

En somme, ces Messieurs nous repro-chent notre position révolutionnaire, comme nous leur reprochons d'être des profiteurs inutiles. Nous sommes donc bien à notre place. Une seule interven-tion toucha sérieusement la question, sans d'ailleurs y apporter de solution, justifiant par cela même que la cause est indéfendable. C'est bien effective-ment une lutte entre ceux qui veulent vivre et ceux qui jouissent de la vie en parasites. Pourquoi M. Benaerts voudrait-il que la classe ouvrière, après avoir organisé la distribution, aban-donne ses Coopés syndicaux, abandonne ses revendications ? C'est une déformation fâcheuse de croire que tous nos efforts doivent être profitables uniquement à la « Classe des Saigneurs ». Puisqu'il nous pose la question, à savoir si l'on entend la classe des Saigneurs ou si l'on entend les commerçants, nous lui répon-dons : Plus de commerce, plus de com-merçants. LA DISTRIBUTION.

Toutes ces questions confirment notre position révolutionnaire. Le prolétariat ne peut en aucun cas se solidariser avec le commerçant. Si les travailleurs ne l'ont pas compris, les bouillottiers, eux, l'ont nettement vu et se défen-dent. A nous de répondre par la cons-titution partout de VRAIES COOPERA-TIVES DE DISTRIBUTION à gestion directe par les travailleurs-consumma-teurs.

Roger-A. PAON.

On nous aura volenté. On nous aura volenté, contre notre volenté. On nous aura volenté, sous couvert de l'améliorer dans certains de ses détails, de participer à son élaboration. Ou bien alors nous serions responsables, sinon complices de l'ETATISATION du mou-vement ajiste, le seul peut-être qui ait en lui un contenu de réelles valeurs.

Joe LANEN.

(1) L'Union Française des Auberges de Jeunesse, organisme technique.

(2) Ligue Française des Auberges de Jeunesse, dont le président est Marc Sanguier, M.R.P. et pionnier de l'ajisme en France.

(3) Petit groupement adhérent à l'U.F.A.J., patronné par le P.C.F.

(4) La C.N.T. s'est, toujours opposée à l'ETATISATION de l'ajisme, mais pas assez catégoriquement à notre avis.

(5) Office Central des Camps et des Auberges de Jeunesse d'obédience chré-tienne non volée.

(6) Nous reviendrons sur cette posi-tion ultérieurement.

Etudes Anarchistes

SOMMAIRE du numéro 5

Editorial : Où allons-nous ? — Er-reurs, traditionnelles et vérités d'aujourd'hui, Ernest. — Problèmes fonda-mentaux de la Révolution libertaire, Gaston. — Le problème pratique de la distribution, G. Leval. — Un docu-ment : La vie des travailleurs aux Indes.

Abonnements. — France : 5 numéros : 175 francs ; 10 numéros : 350 francs. Etranger : 5 numéros : 200 francs ; 10 numéros : 400 francs.

Le numéro : 40 francs. 4785-45 PARIS, FONTENIS, 7, rue Fessard, Paris. — L'adresse de Fontenis n'est valable que pour les versements. Toute la correspon-dance doit être adressée à R. JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris.